



Décision individuelle N°2019-318

Pétitionnaire : HELISAF LEVAGE

Adresse :

Nature de la demande : survol d'aéronef motorisé à moins de 1000 mètres du sol en cœur de Parc national

Intitulé du projet : Dépose de 2 personnes et leur matériel topographique

Localisation : Refuge de Longon

Le directeur de l'Établissement public du Parc national du Mercantour,

Vu le code de l'environnement et notamment les articles L.331-4-1, L.331-26, R.331-19-2 et R.331-68,

Vu le décret n°2009-486 du 29 avril 2009 modifié par le décret n°2018-754 du 29 août 2018, notamment ses articles 3 et 15,

Vu le décret n°2018-754 du 29 août 2018 approuvant la Charte modifiée du Parc national du Mercantour, notamment les modalités 3 et 29 d'application de la réglementation dans le cœur,

Vu l'arrêté ministériel du 23 février 2007 arrêtant les principes fondamentaux applicables à l'ensemble des parcs nationaux, notamment les articles 3 et 4,

Vu la décision n°2016-01 du 1er janvier 2016, donnant délégation permanente de signature au directeur-adjoint de l'Établissement public du Parc national du Mercantour,

Considérant la demande formulée en date du 2/07/2019 par Thierry Blanc – GEOMETRE EXPERT

DÉCIDE

Article 1 : Identité du demandeur – Nature de la demande

La société HELISAF LEVAGE, représentée par Monsieur Christophe BALLAN, est autorisée à effectuer des survols à moins de 1000 mètres du sol dans le cœur de Parc national du Mercantour, dans l'objectif de déposer 2 personnes et leur matériel

Article 2 : Prescriptions

La présente autorisation est délivrée sous réserve du respect des prescriptions suivantes :

2.1 Éléments d'identification

nom du pilote : Christophe BALLAN
type d'appareil : Hélicoptère AS350 B3
n° de l'appareil : FH-HMC

2.2. Les survols seront effectués conformément au programme et au plan de vol annexé à la présente, à savoir du lieu dit « La traverse » au refuge de Longon.

Le survol des « zones sensibles », telles que figurées aux plans de vol annexés, est interdit dans la zone cœur de Parc national en-dehors de l'itinéraire autorisé.

L'appareil devra rester dans l'axe de la vallée, en privilégiant la plus basse altitude possible au regard de la sécurité du transport, sans déport sur les versants.

2.3. Le nombre total de rotation autorisé ne devra pas excéder 3.

Article 3 : Durée

La présente autorisation est délivrée pour la date du 4/07/2019 pour la dépose et pour le 5/07/2019 pour la récupération des personnes.

En cas d'intempéries, le report des survols est autorisé sous réserve d'informer le chef de service territorial concerné, 24h à l'avance par courriel ou contact direct.

- service territorial Tinée : 04.93.02.42.27

chef de S.T – OPOLKA Boris (boris.opolka@mercantour-parcnational.fr)

adjoint - TURPAUD Anthony (anthony.turpaud@mercantour-parcnational.fr)

Article 4 : Mesures de contrôle

La mise en œuvre de la présente décision peut faire l'objet de contrôles dans les conditions mentionnées à aux articles L.170-1 et suivants du code de l'environnement, notamment par les agents de l'Établissement public du Parc national du Mercantour ou les agents commissionnés et assermentés compétents en la matière.

Article 5 : Autres obligations

Cette décision n'exonère pas des autres autorisations requises par la réglementation en vigueur dans le cœur du Parc national. Elle ne se substitue pas aux obligations du bénéficiaire vis-à-vis des autres réglementations en vigueur.

Article 6 : Sanctions

Le non-respect de la présente décision ou d'une disposition prévue par le code de l'environnement ou la réglementation du Parc national, expose le bénéficiaire à des sanctions administratives et des poursuites judiciaires.

Article 7 : Responsabilité

L'Établissement public du Parc national du Mercantour décline toute responsabilité concernant la sûreté et la sécurité de l'activité.

Article 8 : Publication

La présente autorisation sera notifiée au bénéficiaire et publiée pour l'information des tiers au recueil des actes administratifs de l'Établissement public du Parc national du Mercantour (<http://www.mercantour-parcnational.fr/fr/raa>).

À Nice, le 3 juillet 2019



Le Directeur-adjoint
Laurent SCHEYER

Copies :

- service territorial

La présente décision peut être contestée par recours gracieux auprès de l'autorité qui la délivre, par envoi recommandé, dans un délai de deux mois à compter de sa notification. Elle peut également être contestée dans le même délai devant le Tribunal administratif territorialement compétent.

